

Lutte contre les injustices sociales

La lutte contre les injustices sociales mondiales

La richesse des 350 habitants les plus riches de la terre est égale à la richesse (?) des 2 milliards 300 millions d'habitants les plus pauvres. (François Terris, 2007 ; tiré du site « SE L'idaire ») Face à cette monstruosité, divers grands mouvements internationaux et ONG luttent pour infléchir l'action des gouvernements. Leurs moyens d'action reposent sur la sensibilisation des populations et leur action de lobbying auprès des décideurs. C'est ce que fait en particulier le CCFD-Terre solidaire dans ses actions d'éducation au développement et de plaidoyer. La France a pris, à Séoul, la présidence du G20 à partir du 1er janvier 2011. Les G8 et G20 vont donc se dérouler sur le territoire français en juin et novembre 2011, occasions de temps forts pour le CCFD qui compte bien faire poser alors les bases d'un contrat social au niveau mondial. Le CCFD travaille en lien avec des organisations des sociétés civiles du Nord comme du Sud, afin de faire valoir ses propositions, à savoir : réguler la finance, taxer les transactions financières internationales au profit du développement, réguler les marchés agricoles. Après avoir participé à l'opération « Stop paradis fiscaux » il a adopté comme grand thème pour les années 2010 et 2011 : *Aidons l'argent à quitter les paradis fiscaux*. Le dernier G20 de Séoul fut un échec, les vieilles recettes du développement n'ayant été abordées qu'en fonction de

la croissance économique. Ces théories sont pourtant en contradiction avec le dernier Rapport (le vingtième !) du

Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD). L'année 2011 verra-t-elle primer sur le droit commercial et financier le droit de chaque être humain à la santé, à l'éducation, à l'alimentation, au logement ?

Les initiatives personnelles ou locales

Les campagnes menées par le CCFD Terre-solidaire et d'autres organisations pour obtenir des décisions sur le plan international afin de faire cesser l'injustice et la misère, si elles n'ont pas encore obtenu satisfaction, ont au moins le grand mérite d'avoir sensibilisé l'opinion publique à ces fléaux. Si bien que sur le plan local ou personnel, nombreuses sont les initiatives qui, à leur modeste niveau, permettent d'améliorer les conditions de vie des particuliers ; ces initiatives prouvent que, dans le pessimisme ambiant, il faut voir le beau, le réconfortant, à savoir que la solidarité existe, et même se développe. Par exemple, en matière de santé. Des rapports scientifiques ont prouvé que des maladies telles la tuberculose, l'épidémie de grippe espagnole en 1919-

1920 (plus de 20 millions de victimes !) et, plus près de nous, les épidémies de grippe aviaire, du H1N1, arrivent à faire 30% de morts en plus dans les populations miséreuses que chez les plus nantis, et ce tant à cause de leur état physique déficient qu'à cause de l'impossibilité où elles se trouvent d'accéder aux soins par manque d'argent, de moyens de communication etc... Or, les pays sous-développés ou en voie de développement ont acquis le droit de fabriquer leurs propres traitements contre le sida par exemple, grâce à l'initiative de quelques praticiens. En effet, l'Afrique du Sud, très touchée par ce fléau et n'ayant pas la possibilité d'acheter les traitements, très onéreux, avait décidé de fabriquer elle-même ces médicaments, ce qui a déclenché l'ire des grands laboratoires détenteurs des droits exclusifs de fabrication et de diffusion ; ils lui ont intenté un procès. Sous l'influence de quelques grands noms de la médecine, et sous la pression conjointe des populations,

les poursuites ont été abandonnées et les pays pauvres ont désormais le droit de fabriquer leurs médicaments ou de se procurer les génériques. Ce succès prouve que la pression des individus peut aboutir à de grands succès. Encore faut-il sensibiliser les populations à ces injustices et aux défis à relever. C'est ce à quoi s'emploient les grandes associations comme le CCFD et bien d'autres avec elles sur le plan international. Une autre initiative intéressante : l'association Zébunet, qui invite à investir dans un zébu, un cochon, un dromadaire, ou tout autre animal utile à la population locale. Cet animal est confié à un paysan pauvre des bords du Mékong ou du pied des Andes, ou encore des dunes du Sahel. Ainsi, la personne désormais en possession de cette bête pourra cultiver plus aisément, ou commencer un élevage, ou pourra se déplacer ; ce coup de pouce l'aidera à faire fructifier son patrimoine, à investir ensuite dans d'autres animaux, en un mot à se nourrir lui et à nourrir sa famille, à sortir de la misère. Ces hommes s'engagent à rembourser le coût de l'animal dès qu'ils le peuvent, de sorte que c'est une aide temporaire qui leur est accordée, et la dignité est sauvée.

On pourrait évoquer aussi de multiples actions individuelles oeuvrant pour l'aide aux personnes démunies, afin de leur permettre de travailler ou d'accéder à des biens indispensables auxquels elles ne pourraient prétendre, parfois par des créations de mini-entreprises sans but lucratif qui réussissent même à créer des emplois. L'émission de Philippe Bertrand sur France-Inter, « Carnets de campagne », est riche d'exemples de ce genre, en France. Citons encore les « SEL » (référence au grain de sel) connus depuis longtemps outre-Atlantique et en Afrique, mais qui se répandent en France depuis 1995, au point qu'on en compte à ce jour environ 417.

Même si leurs objectifs immédiats et leurs méthodes diffèrent, les groupes visent le même but : s'affranchir de la parité avec la monnaie locale. Le système consiste à échanger des

compétences par des services rendus, contre d'autres services. Le plus souvent, les échanges sont comptés en référence au temps ; par exemple une heure de services rendus apporte tant de grains de sel (ou fleurs, ou hippopotames, suivant les pays), lesquels serviront ensuite à « payer » des services reçus. Certains ont un but purement économique ; d'autres posent un acte de résistance constructive contre la mondialisation ; d'autres enfin visent un but plus relationnel : vaincre l'exclusion. Malgré toutes ces différences, les « SEL » ont un point commun : améliorer le quotidien, conduire le monde vers une société plus équilibrée, plus humaine. Chacun peut apporter sa contribution aussi minime soit-elle à l'édification d'une société plus juste où la misère disparaisse. La pression de l'opinion publique sur les gouvernements est certainement le moteur le plus puissant pour faire avancer les droits de chaque être humain à une vie décente, une vie qui respecte la dignité de chacun.

Nicole Palfroy